

Distingués invités, Mesdames, Messsieurs,

Je vous remercie, M. Monod, de vos paroles bienveillantes. Je puis vous assurer que le plaisir que j'ai à être parmi vous dépasse largement le plaisir que peut vous procurer ma présence. La Chambre de commerce France-Canada est une des pierres d'angle du nouvel esprit de collaboration entre nos deux pays, un esprit qui découle directement de la visite qu'a effectuée au Canada le mois dernier votre Premier ministre, M. Fabius.

Je sais que M. Fabius a été précédé chez nous par certains des membres de votre Chambre, qui ont effectué une visite étendue -- du mois en distance, puisqu'ils sont allés de l'Atlantique au Pacifique et qu'ils se sont arrêtés au total dans neuf villes. Cette initiative s'inscrit d'ailleurs parmi beaucoup d'autres qui voient actuellement le jour dans les rapports entre la France et le Canada. J'ai eu l'honneur de rencontrer hier M. Jean Pineau, le coprésident du Comité des gens d'affaires France-Canada, organisme qui s'est penché sur les moyens d'accroître nos relations bilatérales. J'ai été fort encouragé par le rapport qu'il m'a fait des travaux du Comité.

Je suis, pour ma part, le deuxième ministre du Cabinet à visiter Paris en une semaine. Mon collègue, Robert de Cotret, le président du Conseil du Trésor, était ici la semaine dernière pour des entretiens avec des représentants du monde des affaires et je crois d'ailleurs qu'il a rencontré certains d'entre vous.

Toute cette activité n'est pas le fruit du hasard. Lors de leur réunion le mois dernier, nos deux premiers ministres ont pris la décision de donner ce que M. Fabius a appelé "un nouvel élan" à nos relations -- politiques, culturelles et évidemment commerciales.

L'importance de cette décision ne saurait être exagérée. Pour reprendre les mots de mon Premier ministre, M. Mulroney, au dîner d'État donné en l'honneur du Premier ministre Fabius, "il ne suffit pas de constater l'existence de ces liens indéfectibles que l'histoire et la culture ont forgés entre nous. Il importe de leur donner vie et de les traduire en réalités d'État."

Et le Premier ministre d'ajouter: "Nous croyons que tout engage nos deux pays à emprunter ensemble la voie d'une croissance qui leur est promise. Mais cette voie, elle passe inévitablement par une rencontre technologique, scientifique et économique. ... nous n'aurons pas assumé notre culture commune si nous n'en assurons pas les assises et le prolongement économiques. Dans cette perspective, l'intensification de nos échanges commerciaux est d'une impérieuse nécessité.